



# Conseil de sécurité

## CS/11179

Département de l'information • Service des informations et des accréditations • New York

### Conseil de sécurité

7063<sup>e</sup> séance – matin

#### **« LES TENSIONS DE CES DERNIÈRES SEMAINES ENTRE ISRAÉLIENS ET PALESTINIENS FRAGILISENT LE PROCESSUS DE NÉGOCIATION EN COURS », AVERTIT JEFFREY FELTMAN**

Le Secrétaire général adjoint aux affaires politiques, M. Jeffrey Feltman, a rappelé, ce matin, que la solution à deux États restait le seul moyen de réaliser les aspirations légitimes des peuples palestinien et israélien à l'autodétermination, à la paix et à la sécurité. « Les conséquences d'un échec seraient catastrophiques tant pour les Israéliens que pour les Palestiniens », a-t-il averti, au cours de l'examen mensuel du Conseil de sécurité sur la situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne. M. Feltman a demandé aux parties de faire preuve de constance dans leur engagement à faire aboutir le processus de négociation dont la reprise a eu lieu, il y a quatre mois, à l'initiative des États-Unis. Il a souligné que ce processus était fragilisé par les « développements négatifs » de ces dernières semaines.

M. Feltman a également abordé la situation au Liban, marquée par l'attentat perpétré, aujourd'hui, contre l'ambassade d'Iran à Beyrouth, et la situation à Gaza, où l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA), faute de ressources financières, n'est plus en mesure de conduire efficacement ses activités. S'agissant du conflit syrien, il a annoncé que l'ONU tiendra sa deuxième conférence des donateurs au Koweït, le 15 janvier prochain. « Nous espérons que tous les États se montreront généreux, en appuyant notre effort humanitaire en Syrie », a-t-il déclaré. M. Feltman a aussi exhorté les parties à s'engager sans délai dans le processus politique prévu par le Communiqué de Genève de juin 2012.

Le Secrétaire général adjoint aux affaires politiques a assuré que l'engagement de la communauté internationale en faveur de la reprise des négociations directes entre Israéliens et Palestiniens était, aujourd'hui, plus fort que jamais. Après la reprise des négociations directes sous l'égide du Secrétaire d'État américain, M. John Kerry, il y a quatre mois, tandis que les discussions commençaient à porter sur les questions de fond, les tensions entre les deux parties ont de nouveau éclaté, a-t-il fait remarquer. Il a ainsi estimé que le processus de négociations était compromis par la série d'annonces concernant l'implantation de nouvelles colonies de peuplement en Cisjordanie, y compris à Jérusalem-Est, qui ont été faites après la libération, le 29 octobre, de 26 prisonniers palestiniens. Pour M. Feltman, ces projets sont incompatibles avec la réalisation de la solution à deux États: « Le Secrétaire général de l'ONU, M. Ban Ki-moon, a réitéré la position sans équivoque de l'ONU selon laquelle l'implantation de nouvelles colonies est contraire au droit international et constitue un obstacle à la paix », a-t-il rappelé. Pour protester contre ces développements, des négociateurs palestiniens avaient présenté leur démission, a-t-il indiqué, avant d'appeler les parties à relancer leurs efforts et à se garder de toute action susceptible de saper la confiance nécessaire à la poursuite fructueuse des pourparlers.

« La situation sur le terrain reste tendue », a reconnu le Secrétaire général adjoint, qui a précisé que les forces de sécurité israéliennes avaient mené, depuis sa dernière intervention au Conseil de sécurité, 356 opérations et arrêté 355 Palestiniens, dont deux membres du Hamas. « Des violences entre colons et Palestiniens ont lieu chaque jour à travers la Cisjordanie », a-t-il poursuivi. Les parties doivent faire preuve de retenue, a-t-il insisté, en rappelant que les négociations se trouvent aujourd'hui dans une phase critique. M. Feltman s'est dit également préoccupé par les

démolitions de « structures palestiniennes », y compris d'appartements qui ont forcé le déplacement de quelque 1 500 personnes.

« Nous réitérons qu'il est important pour les Palestiniens de bénéficier d'un régime de zonage et d'une planification justes », a-t-il déclaré. Évoquant par ailleurs le décès en détention d'un jeune prisonnier palestinien malade, il a rappelé le droit à l'accès rapide aux soins dont disposent tous les prisonniers se trouvant dans un état de santé grave. « Pour le Secrétaire général, toute personne placée en détention administrative doit être soit présentée au tribunal, soit libérée », a-t-il ajouté.

À Gaza, la situation s'est détériorée tant sur le plan économique et social que sur le plan de la sécurité, a indiqué M. Feltman. « Le 31 octobre, les forces israéliennes ont mené une opération à l'intérieur de la bande de Gaza pour y démolir le tunnel menant à Israël, qui avait été récemment découvert. L'opération a été la cible de militants du Hamas qui ont employé un explosif dont la détonation dans le tunnel a fait cinq blessés israéliens », a indiqué le Secrétaire général adjoint aux affaires politiques. Au cours des dernières semaines, plusieurs tirs de roquettes et de mortiers lancés depuis Gaza avaient pris pour cible les localités israéliennes situées à proximité du Territoire palestinien, sans faire de victimes ni causer de dégâts, a-t-il ajouté.

M. Feltman a signalé par ailleurs les fréquentes coupures d'électricité qui affectent la vie quotidienne de la population palestinienne et les services essentiels, ainsi que la suspension, par Israël, le 13 octobre, de l'importation de matériaux de construction après la découverte du tunnel. « Pratiquement, tous les projets de construction à Gaza, y compris ceux de l'ONU, ont été gelés, mettant en chômage des centaines de travailleurs », a-t-il expliqué. Tout en comprenant les impératifs des autorités israéliennes en matière de sécurité, M. Feltman a néanmoins souligné qu'Israël devait revenir « de toute urgence » sur sa décision de bloquer les importations de matériaux de construction dans Gaza. La situation financière de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) est critique, a-t-il souligné, en précisant que l'Office devrait combler un déficit de près de 40 millions de dollars d'ici à la fin de l'année afin de s'acquitter de son mandat dans les domaines de l'éducation, de la santé et la lutte contre la pauvreté. C'est pourquoi il a exhorté les donateurs à honorer sans délai leurs contributions.

Pour ce qui est du Liban, M. Feltman a d'abord indiqué que l'attentat perpétré aujourd'hui contre l'ambassade d'Iran à Beyrouth avait fait, selon un premier bilan, au moins 23 victimes, dont un diplomate iranien. Il a ajouté que le Secrétaire général avait condamné l'attaque terroriste et présenté ses condoléances aux familles des victimes ainsi qu'aux Gouvernements du Liban et de la République islamique d'Iran. Par ailleurs, il a confirmé la création d'un fonds volontaire multidonateurs pour aider le Liban à faire face à l'afflux de réfugiés syriens sur son sol. Toujours sur les conséquences de la crise syrienne au Liban, il a signalé l'existence de rapports crédibles suggérant que des combattants du Hezbollah continuent d'appuyer les forces gouvernementales syriennes dans le cadre d'actions qui constituent des violations flagrantes de la politique libanaise dite « de dissociation ».

« Les civils syriens continuent de faire les frais du conflit, les parties échouant à assumer leurs responsabilités en matière de protection », a fait observer le Secrétaire général adjoint. Près de la moitié de la population syrienne, dont le déplacement a été forcé, a besoin d'aide, a-t-il déclaré. La poursuite des combats ne fera qu'aggraver les souffrances et le désespoir du peuple syrien, a-t-il dit.

« Il est temps maintenant de s'engager dans le processus politique », a-t-il soutenu. Le Secrétaire général et son Représentant spécial pour la Syrie, a-t-il assuré, travaillent sans relâche pour réunir les parties à la table des négociations afin qu'elles parviennent à un accord sur la pleine application du Communiqué de Genève du 30 juin 2012, conformément à la résolution 2118 (2013) du Conseil de sécurité. L'ONU tiendra sa deuxième conférence des donateurs au Koweït, le 15 janvier prochain, a-t-il répété, avant d'exprimer l'espoir que « tous les États se montreront généreux et appuieront notre effort humanitaire en Syrie ».

\* \* \* \* \*